

Unité inter-départementale Gard-Lozère
89 rue Weber
CS 52002
30907 NIMES CEDEX 02

Nîmes, le 08/07/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/06/2022

Contexte et constats

Publié sur



PAPREC Réseau SAS

Route de Nîmes
30260 LIOUC

Références :

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/06/2022 dans l'établissement PAPREC Réseau SAS implanté Route de Nîmes 30260 LIOUC. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection est réalisée dans un contexte de canicule afin de vérifier si l'exploitant respecte les prescriptions de l'arrêté préfectoral en ce qui concerne le risque incendie. De plus suite à l'arrêt total d'activité d'un acteur du domaine des déchets sur les régions Occitanie et PACA, une partie du flux de ces déchets est susceptible d'être orienté vers ce type d'installation et il est nécessaire de s'assurer qu'aucun sur-stockage n'est alors engendré.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PAPREC Réseau SAS
- Route de Nîmes 30260 LIOUC
- Code AIOT dans GUN : 0006605566
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

L'établissement est situé en bordure de la RD 999 au sud de Quissac à proximité de la déchèterie et de la station de transit de déchets ménagers exploitées par la communauté de communes Coutach Vidourle.

Créé sous le régime de la déclaration (récépissé du 16 novembre 2012), il a fait l'objet d'un arrêté d'autorisation du 5 mars 2015 lui permettant d'augmenter son activité.
Cet arrêté mentionne les installations suivantes :

- un bâtiment de 2 400 m² abritant une chaîne de tri, un broyeur pour les papiers/cartons, une presse pour le conditionnement des papiers/cartons, plastiques et métaux, des zones de stockage et des bureaux ;
- des installations extérieures comprenant :
 - un poste de contrôle avec pont bascule et dispositif de détection de radioactivité ;
 - des zones de stockage ;
 - une zone de broyage des bois et déchets verts par un broyeur mobile ;
 - une aire de lavage des véhicules et engins ;
 - un réservoir aérien de 10 m³ en 2 compartiments (gazole routier et GNR) et 2 distributeurs.

La manutention des déchets est assurée par des engins et véhicules.

Les déchets proviennent des collectivités (collecte sélective, points d'apport volontaire, déchèteries), de l'industrie, du commerce, de l'artisanat, du tertiaire.

Ils ont pour origine géographique principale le territoire du SYMTOMA Aigoual-Cévennes-Vidourle qui a accordé à PAPREC RESEAU une délégation de service public pour la gestion du centre de tri.

Les déchets peuvent provenir également du reste du département du Gard et des départements voisins (Hérault, Aveyron, Lozère, Ardèche, Drôme, Vaucluse, Bouches-du-Rhône).

Le site ne reçoit pas d'ordures ménagères résiduelles.

La quantité maximale de déchets entrants est de 27 000 tonnes par an.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Risque incendies
- Stockage des déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées

- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Il n'est pas constaté de sur-stock de déchets et l'exploitant indique qu'il ne reçoit pas de flux supplémentaire.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Maîtrise du risque d'incendie de forêts	Arrêté Préfectoral du 05/03/2015, article 10.3	/	Sans objet
Désenfumage	Arrêté Préfectoral du 05/03/2015, article 10.4.2	/	Sans objet
Stockage des déchets de bois	Arrêté Préfectoral du 05/03/2015, article 10.5	/	Sans objet
Suivi des dispositifs de protection Foudre	Arrêté Préfectoral du 05/03/2015, article 10.11.3	/	Sans objet
Entretien des moyens de secours	Arrêté Préfectoral du 05/03/2015, article 10.12.2	/	Sans objet
Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 05/03/2015, article 10.13	/	Sans objet
conformité aux plans et données du dossier – Modifications	Arrêté Préfectoral du 05/03/2015, article 1.6	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il est constaté que l'ensemble des moyens d'intervention en cas d'incendie a été contrôlé et est apparu opérationnel avant la période estivale.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Maîtrise du risque d'incendie de forêts

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/03/2015, article 10.3
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Prescription contrôlée : L'exploitant doit notamment assurer en permanence un débroussaillage à l'intérieur du site et sur une périphérie de 50 m autour du site, y compris sur les terrains appartenant aux tiers voisins si nécessaire, conformément aux dispositions de l'arrêté préfectoral n° 2013-008-0007 du 8 janvier 2013 relatif au débroussaillage réglementaire destiné à diminuer l'intensité des incendies de forêt et à limiter la propagation.
Constats : Le débroussaillage a été réalisé la semaine avant l'inspection et est constaté le jour de l'inspection.
Observations : Sans objet
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Désenfumage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/03/2015, article 10.4.2
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Prescription contrôlée : La toiture du bâtiment fermé est équipée en partie haute de dispositifs d'évacuation des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés. La surface géométrique d'évacuation est au moins égale à 2% de la superficie des locaux.
Constats : Le contrôle des dispositifs de désenfumage a été réalisé le 2 juin 2021. La facture est datée du mois d'août 2021. L'entreprise de contrôle prévoit une intervention avant fin août 2022.
Observations : Il est préférable de réaliser avant l'échéance annuelle du contrôle et non de la facture.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Stockage des déchets de bois

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/03/2015, article 10.5
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Prescription contrôlée : Le volume de bois stocké est limité à 5000 m ³ pour le bois destiné au broyage et le bois broyé et à 168 m ³ pour le bois non destiné au broyage. Le dépôt de bois de 5000 m3 est positionné à plus de 10 mètres de tout bâtiment ou stockage de produits inflammables ou dangereux, ainsi que de la limite de propriété. Il est séparé de la limite de propriété sur les côtés Est et Sud par un mur REI 120 (coupe-feu 2 heures) de 3,5 m de hauteur sur le côté Est et de 5 m de hauteur sur le côté Sud. Les autres dépôts extérieurs de déchets combustibles (papiers, cartons, bois, plastiques, encombrants) sont séparés des limites de propriété Nord et Ouest par des murs REI 120 (coupe-feu 2 heures) de 4 m de hauteur.
Constats : Il est constaté le jour de l'inspection que ces prescriptions sont respectées.
Observations : Sans objet
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Suivi des dispositifs de protection Foudre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/03/2015, article 10.11.3
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Prescription contrôlée : L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation. Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent. L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent. Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et maintenance et sont réalisées conformément à la norme NF EN 62305-3.
Constats : Le contrôle visuel a été réalisé le 9 février 2021. Le contrôle complet a été réalisé après l'inspection le 8 juillet 2022.
Observations : Le rapport de contrôle du 8 juillet 2022 doit être transmis à l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Entretien des moyens de secours

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/03/2015, article 10.12.2
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Prescription contrôlée : Les moyens de secours doivent être maintenus en bon état et contrôlés périodiquement à des intervalles ne devant pas dépasser un an, ainsi qu'après chaque utilisation. L'exploitant doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspecteur de l'environnement. Le personnel d'exploitation doit être initié et entraîné à l'utilisation des matériels d'intervention.
Constats : Les moyens d'intervention (RIA, extincteurs, SSI) ont été contrôlé le 02 juin 202. La facture est datée du mois d'août 2021. L'entreprise de contrôle prévoit une intervention avant fin août 2022.
Observations : Il est préférable de réaliser avant l'échéance annuelle du contrôle et non de la facture.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/03/2015, article 10.13
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie, adaptés aux risques à défendre et au minimum des moyens définis ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none">- un plan des différents stockages est disponible à l'entrée du site ;- deux poteaux d'incendie normalisés Ø 100 de 60 m3/h de débit minimum, situés à moins de 200 m de l'établissement et une réserve d'eau d'un volume minimum de 120 m3, munie de raccords pompiers normalisés ;- 5 robinets d'incendie armés (RIA) de 40 mm de diamètre, positionnés dans le bâtiment ;- des extincteurs répartis à l'intérieur du bâtiment, bien visibles et facilement accessibles, à raison d'un appareil pour 200 m2. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées,- des extincteurs à CO2 pour la protection des installations électriques ;- un réseau d'aspersion du dépôt de bois ;- un système d'alarme incendie. <p>Les accessoires du réseau d'incendie sont peints d'une couleur rouge de façon à les repérer facilement.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le site est équipé des moyens d'extinction suivant :</p> <ul style="list-style-type: none">- un plan des différents stockages est disponible à l'entrée du site ;- deux poteaux d'incendie normalisés Ø 100 de 60 m3/h de débit minimum, situés à moins de 200 m de l'établissement et une réserve d'eau d'un volume minimum de 120 m3, munie de raccords pompiers normalisés ;- 5 robinets d'incendie armés (RIA) de 40 mm de diamètre, positionnés dans le bâtiment ;- des extincteurs répartis à l'intérieur du bâtiment, bien visibles et facilement accessibles, à raison d'un appareil pour 200 m2. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées,- des extincteurs à CO2 pour la protection des installations électriques ;- un réseau d'aspersion du dépôt de bois ;- un système d'alarme incendie. <p>Les poteaux incendie ont été contrôlés en juillet 2019. Un nouveau contrôle a été réalisé début juillet 2022 après l'inspection.</p>
Observations : Le rapport de contrôle des poteaux incendie de juillet 2022 doit être transmis à l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : conformité aux plans et données du dossier – Modifications

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/03/2015, article 1.6
Thème(s) : Risques accidentels, Stockage
Prescription contrôlée : Les installations sont implantées, réalisées et exploitées selon les dispositions détaillées dans la demande d'autorisation et conformément aux plans, autres documents et engagements présentés par l'exploitant, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté. Par application de l'article R. 512-33 du code de l'environnement, toute modification apportée par l'exploitant aux installations, à leur mode d'exploitation ou à leur voisinage et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande en autorisation, doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet, avec tous les éléments d'appréciation.
Constats : Un porter à connaissance prenant en compte les modifications d'exploitation (position des stocks, nature des stocks) a été déposé le 24 janvier 2022. Ce porter à connaissance est en cours d'instruction.
Observations : Sans objet
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet